

# L'Humanité Rouge



Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source

Lisez chaque jour notre série

en page 3 intitulée:

- CONTRE LE GOUVERNEMENT GISCARD-BARRE !
- POUR SORTIR DE L'IMPASSE DES PARTIS DE GAUCHE !
- QUELLE VOIE PRENDRE NOS LUITES, VERS LE SOCIALISME ?

**Aujourd'hui: la voie des réformes  
de structure ne peut amener  
le socialisme**

## Editorial

### Unir les travailleurs contre le patronat et son gouvernement

Dans quelques jours, le plan de restructuration de Boussac sera définitivement connu, le gouvernement par la bouche de Monory parle de solution qui risque de n'être « agréable ni pour les actionnaires, ni pour les pouvoirs publics, ni malheureusement pour le personnel ». La pauvre chère âme, de qui se moque-t-il ?

Chez Terrin, 825 personnes ont reçu leur lettre de licenciement. D'autres suivront. Dans la sidérurgie, ce sera pareil prochainement, la restructuration bat son plein. Des dizaines de milliers de travailleurs vont venir s'ajouter aux centaines de milliers de chômeurs. Il y a bien d'autres secteurs qui sont touchés. On parle d'un monopole d'accessoires automobiles comme les bougies. Il y aura Cibié-Sev-Marchal, et DBA ce qui constituera le deuxième groupe européen derrière Bosch. Bien sûr, il y aura compression d'emplois.

Dans le secteur dit public, le manque d'effectifs se fait cruellement sentir : PTT, 50 000 emplois sont demandés, à la SNCF 14 000 suppressions d'emploi sont en jeu, dans les hôpitaux les malades ne peuvent être soignés dans des conditions normales. A la RATP, depuis le 27 avril, les machinistes des lignes de bus sont en lutte sur les congés, les horaires, les reclassements, les conditions de travail.

Deux cents usines sont occupées en ce moment. Les hospitaliers ont entamé largement dans certains cas leur 3e mois de grève. Les luttes existent nombreuses, souvent combatives contre les licenciements. Certes, il n'y a pas un raz-de-marée. Il n'y a pas de mouvement d'ensemble, mais à qui la faute ? Pas aux ouvriers, isolés dans leur coin ou trainés de manif-promenade en manif-parade où se pavent les zélus locaux et bonzes syndicaux.

Bien souvent les militants syndicaux de la base sont complètement démobilisés. Ils ne savent même pas où donner de la tête. Ils se font engueuler par les gars car ils ne proposent rien et par les dirigeants parce qu'ils viennent demander des explications. Ils sont disposés par contre à entendre d'autres points de vue et nos explications pourvu qu'ils ne se sentent pas attaqués eux-mêmes en tant que délégués et membres de leur syndicat.

Car s'ils en sont là, c'est grâce à la ligne des directions confédérales. Jusqu'aux élections, elles ont proposé « votez à gauche c'est la solution à vos problèmes ». Après l'échec des partis de gauche aux législatives, elles n'ont plus rien à proposer. Les sempiternelles grèves de 24 h recommenceront dans le secteur public. A la RATP, contre les licenciements chez Boussac, chez Terrin : rien de concret. Ils ne veulent pas de coordination des luttes, pas de grève reconductible. Ils négocient ce qui ne saurait l'être : les licenciements. Ils échafaudent des plans de restructuration comme les patrons.

Et cela ne satisfait pas les travailleurs qui se battent et la démobilisation s'installe. Chez Terrin, les travailleurs considèrent déjà que c'est perdu. Aussi, ce que nous avons à proposer nous, c'est d'unir les travailleurs contre le capitalisme sur des mots d'ordre clairs. Unir les travailleurs c'est clairement désigner les ennemis, c'est travailler à unir militants, délégués CGT, CFDT, et non-syndiqués contre le patronat et son gouvernement.

## ● ZAIRE

# CONTRE-ATTAQUE POUR LA DEFENSE DU TERRITOIRE

Mardi, les forces armées zairoises sont passées à la contre-attaque à Kolwezi. Des centaines de parachutistes ont été largués, mardi à l'aube, sur la ville et, dans le même temps, des unités terrestres arrivaient sur place pour renforcer le dispositif mis en place pour la reprise de la ville et de l'aéroport.

A l'heure actuelle, la situation demeure confuse dans la région de Kolwezi qui a subi en quelques jours le déclenchement d'une attaque armée menée par les fameux gendarmes katan-gais. Les gendarmes qui ont un lourd passé de mercenariat ont, une nouvelle fois, répondu aux exigences de l'URSS. Mais cette fois, ils ont tiré les leçons de leur précédente expédition, d'il y a maintenant un an, qui s'était soldée par un échec pour eux.

L'an dernier, ils étaient un millier pour lancer cette agression ; aujourd'hui, ils se sont donnés des moyens, ils sont 4 000. On peut remarquer aussi que cette infiltration ne s'est pas faite d'un coup, au contraire, elle s'est

étalée dans le temps afin de rendre plus crédible leur

action en faisant croire qu'il s'agit bien là d'une rébellion interne.

De même, ils ne sont pas partis en masse de l'Angola. Pour maquiller davantage leur action, ils sont passés cette fois par la frontière zambienne dans une région que le gouvernement zambien reconnaît ne pas bien

tenir en main.

L'URSS s'est donc dotée de meilleurs moyens dans l'espoir cette fois de remporter des succès. Pourquoi a-t-elle lancé cette attaque, à ce moment précis ? A cela, plusieurs raisons : deux apparaissent immédiatement.

(Suite page 8)



Il y a un peu plus d'un an, l'armée zairoise repoussait l'envahisseur.

## L'offensive contre l'Erythrée est commencée

On apprenait, mercredi 17, que l'offensive d'Addis-Abeba contre les forces patriotiques érythréennes avait démarré. De l'aveu même de Mengistu, le chef du DERG éthiopien, des soldats russes, est-allemands

et sud-yéménites participent directement à cette tentative d'écrasement de la lutte de libération nationale érythréenne.

Jusqu'à présent, cependant, aucune place importante n'aurait été reprise.

## Procès truqué contre Orlov

A Moscou, le procès contre Youri Orlov, un des représentants du « Comité de surveillance de l'application des accords d'Helsinki » continue.

Pas plus tard que lundi, journalistes et amis n'ont pu approcher Orlov, la salle du tribunal est gardée par les cerbères

du KGB.

A l'extérieur, sur les trottoirs, des dissidents se sont rassemblés en groupes et discutent. Andréi Sakharov est présent. Des chemins discutent salaires et conditions de travail avec des membres du « syndicat libre ».

(Suite page 8)

## ● Sud-Liban

## La mission des Casques bleus ne doit pas être détournée

La crise ministérielle libanaise a pris fin, au moins provisoirement, par la décision de reconduire dans ses fonctions le gouvernement démissionnaire de Selim Al Hoss. Celui-ci souhaitait que le gouvernement, quelque peu intérimaire qu'il dirigeait depuis la restauration de l'autorité nationale sur le Liban, cède la place à un gouvernement investi de plus de responsabilités et d'autorité politique.

L'offensive antipalestinienne déclenchée par les phalangistes et le parti conservateur de Camille Chamoun est venue interrompre ce processus. Sous leur pression, le Parlement libanais, qui ne représente pas toutes les forces politiques du pays, considérablement modifiées depuis la fin de la guerre civile, avait adopté un « document d'entente nationale » tourné en fait contre les palestiniens. Il réclamait en effet « la cessation de toute activité armée palestinienne au Liban » et remettait ainsi en cause les accords du Caire de 1969 et ceux de Ryad, à la fin de la guerre civile, qui réglementaient la présence palestinienne au Liban.

De connivence avec Israël, phalangistes et conservateurs libanais ont toujours tenté de faire croire au peuple libanais que son ennemi, la cause de tous ses maux, ce sont les Palestiniens réfugiés sur son sol. C'est là une contre-vérité : l'ennemi du peuple libanais est le même que celui du peuple palestinien et de tous les autres peuples arabes : c'est l'état sioniste, agresseur et colonisateur, et les deux superpuissances qui l'une comme l'autre, intriguent, manœuvrent et complotent pour tenter de diviser les rangs arabes et asseoir leur domination au Proche Orient.

Les exigences antipalestiniennes des phalangistes et conservateurs libanais ont fait échouer la tentative de rénovation gouvernementale et sur ce point, on est revenu au statut quo précédent la crise ministérielle.

### QUEL OBJECTIF ?

Mais le Liban demeure au centre de l'actualité internationale du fait du maintien des troupes d'agression sionistes sur son sol. Le débat sur la mission politique des forces d'intervention de l'ONU, les Casques bleus de la FINUL, se fait actuellement plus âpre.

La résolution 425 de l'ONU qui les a créés leur a assigné une seule et unique fonction : organiser le retrait des troupes d'occupation sionistes au Sud-Liban. Israël rêve de leur en faire endosser une autre : celle de gendarmes internationaux défendant ses frontières et tournant son activité contre les peuples palestinien et libanais. Au sein même de la FINUL, des conceptions contradictoires se sont heurtées sur la définition de leur mission. C'est ainsi que des détachements de Casques bleus français ont occupé des secteurs de la région de Tyr, où les troupes sionistes n'avaient pas mis les pieds, en prétendant en expulser les forces palestiniennes, notamment dans la région de Tyr.

### DES INTERPRÉTATIONS ABUSIVES

Le nouveau commandant en chef de la FINUL, le général Erskine, a lui-même contribué à durcir ce climat en déclarant récemment que la résolution 425 du Conseil de sécurité de l'ONU est « inconciliable » avec l'accord libano-palestinien du Caire, et en définissant abusivement la mission de la FINUL comme « destinée à

empêcher que cette région ne soit le théâtre de nouvelles hostilités armées, et d'interdire l'accès de ce secteur à tout élément armé, qu'il soit libanais, palestinien ou israélien. Une telle déclaration est tout à fait contraire à la résolution 425 qui se contente de mettre l'accent sur « le respect formel de l'intégrité territoriale, de la souveraineté et de l'indépendance politique du Li-

ban », le « retrait immédiat des forces israéliennes du territoire libanais » et « la charge de restaurer la paix et la sécurité et d'assurer le retour de l'autorité effective dans cette région du gouvernement libanais ».

Or c'est en toute indépendance que celui-ci avait décidé, en accord avec l'OLP, d'organiser la présence palestinienne au Liban par les accords du Cai-

re, réactualisés, à l'issue de la guerre civile par ceux de Ryad. Il n'appartient pas à la FINUL de les remettre en question.

De son côté, l'OLP et son principal dirigeant, Yasser Arafat, ont multiplié les marques de leur volonté de ne pas envenimer la situation au Sud-Liban et de faciliter la mission des Casques bleus mais dans la stric-

te définition de celle qui leur a été fixée : favoriser le départ des troupes d'occupation sionistes, là où elles se sont brutalement imposées. Pour le reste, le peuple palestinien en guerre contre Israël ne peut se sentir engagé par un quelconque cessez-le-feu avec ce dernier conclu par-dessus sa tête et au mépris de ses droits fondamentaux, vient de rappeler Yasser Arafat.



Les troupes sionistes continuent de vouloir faire la loi sur les routes du Sud-Liban.

## ● Erythrée

## TOUT EST PRET

Lors d'une conférence de presse à Paris du FPLE (Front populaire de Libération de l'Érythrée) nous avons pu prendre connaissance des derniers développements de la situation là-bas.

L'Érythrée qui a été annexée par l'Éthiopie en 1962, a été depuis ce temps le terrain d'une guerre

de libération nationale contre l'occupant. On parlait peu alors de cette lutte mais aujourd'hui, elle a pris une ampleur internationale ; l'URSS et Cuba, d'anciens « amis » du peuple érythréen arment et dirigent à l'heure actuelle une grande offensive contre ce peuple.

Depuis la fin de l'offensive éthiopienne contre l'Ogaden, dirigée elle aussi par les Soviétiques, le gouvernement éthiopien, les Soviétiques et les Cubains se sont préparés à une nouvelle offensive dirigée cette fois contre l'Érythrée. Depuis deux mois, Mengistu, le chef d'État de l'Éthiopie, a annoncé à plusieurs reprises le déclenchement de cette offensive.

Selon le FPLE, ces annonces successives font partie de la guerre psychologique. Par ailleurs, ce retard est dû à la longue préparation que nécessite une telle attaque. Les agresseurs savent bien qu'ils auront fort à faire. Ils savent que le peuple érythréen est mobilisé et en armes depuis longtemps déjà et qu'il a renforcé son action.

De plus, les agresseurs ne disposent comme bases que de trois villes de l'Érythrée, le reste du territoire étant libéré et administré par les mouvements de libération nationale.

Depuis plusieurs mois, ces trois villes sont ravitaillées en matériel de guerre par transport aérien et depuis deux semaines, tous les vols civils de « l'Éthiopian Airlines » ont été supprimés de façon à accroître le ravitaillement en matériel de la capitale, Asmara.

### S'UNIR CONTRE L'AGRESSEUR

Pour riposter le plus efficacement possible aux agresseurs, le peuple érythréen doit être uni dans la lutte, c'est pourquoi l'unité entre les deux mouvements de libération nationale, le

FPLE et le FLE, a très vite progressé ces derniers temps. Le FLE est né en 1960 et en 1970, à la suite de contradictions internes, le mouvement s'est scindé en deux : le FLE et le FPLE. Depuis 1974, des discussions sont menées entre les deux fronts pour qu'ils s'unissent au maximum de leurs forces contre l'ennemi commun. Cette année a vu se concrétiser tous ces efforts. Le 15 mars, le FPLE et le FLE ont élaboré une communiqué commun dans lequel les deux parties s'engagent à tout faire pour aboutir à une unité maximum dans les combats. Le 22 avril, étaient mises en pratique les dispositions prévues un mois plus tôt. Des comités sont mis en place, comme à Barentou où les deux fronts ont déjà combattu.

### BALAYER LES OBSTACLES

Des comités auront aussi pour rôle de planifier les deux types d'administration dans les zones libérées et de faire disparaître au plus tôt ces différences qui sont des obstacles à la lutte. Cette unité qui commence à être appliquée n'est pas faite pour arranger les agresseurs qui essaieront d'attaquer dès qu'ils se jugeront capables de le faire.

Les Soviético-cubains et le gouvernement éthiopien retardent l'offensive pour mieux la préparer. Mais le peuple érythréen en profite pour mieux s'organiser et s'unir face à l'agression dirigée par l'URSS qui espère devenir le maître de cette région d'Afrique comme elle tente de le faire dans le centre de l'Afrique, au Zaïre.

Mercredi 17 mai  
à 19 h 30

44, rue de Rennes - Paris

Meeting sur la situation  
en Érythrée avec la  
participation  
d'un membre  
du Comité central du  
FPLE

Projection du film  
SAWRANA  
(Notre révolution)  
débat





## Conférence sur le désarmement

# Grandes manœuvres des dirigeants du PCF

Nos lecteurs n'ont pas manqué d'être frappés du petit ballet auquel dirigeants du PCF et gouvernement se sont livrés. L'enjeu était la présence ou non, dans la délégation française à la conférence de l'ONU sur le désarmement, qui va se tenir prochainement, de députés du PCF.

Les députés du PCF ont d'abord affirmé qu'ils n'avaient pas été pressentis pour faire partie de cette délégation. Le secrétaire général de l'Élysée a répliqué que le secrétariat de Marchais avait pourtant été joint par téléphone. Ballanger lui-même, président du groupe parlementaire du PCF, a alors précisé qu'il n'avait pas été averti, lui, en personne. Cela tournait à la farce et on pouvait se douter, qu'au-delà des difficultés pour se rencontrer et se joindre, il devait y avoir des questions politiques et des divergences. Et, en effet, le groupe parlementaire du PCF avait déclaré lorsqu'il avait eu connaissance de la proposition de se joindre à la délégation française : « C'est dans la mesure où la France proposerait à l'ONU des mesures constructives pour le désarmement que le groupe serait à même de participer à la délégation française ». Le fait que Giscard n'ait pas attendu sa rencontre avec Ballan-

ger pour désigner la délégation a donc constitué un point de rupture.

### DES MESURES CONSTRUCTIVES ?

Mais quelles sont donc les mesures constructives que les dirigeants du PCF voulaient imposer au gouvernement et auxquelles ils subordonnaient la présence de parlementaires PCF dans la délégation française ? En lisant le mémorandum publié dans l'« Humanité » du 16 mai, on voit qu'il ne s'agit ni plus ni moins que d'amener le gouvernement à participer aux diverses négociations et conférences qui se tiennent à l'initiative de l'URSS et des USA pour faire soi-disant avancer le processus de détente et de désarmement. Le rapport Kanapa, publié en juin dernier, après avoir été adopté par le Comité central du PCF, appelait déjà de ses vœux la participation à la conférence de Genève sur le désarmement et à celle de

Vienne sur la réduction des forces et des armements. Le mémorandum souhaite même une « démarche de la France en vue de participer aux négociations Salt (américano-soviétiques) sur la limitation des armements stratégiques ».

Or, les faits sont là : depuis que ces conférences existent et se multiplient, la course aux armements, contrairement à ce que prétend le mémorandum, n'a fait que s'accélérer.

### A QUI PROFITE CETTE POLITIQUE ?

Si le gouvernement français refuse de participer à ces conférences, c'est qu'il ne veut pas céder au diktat des super puissances, être obligé de réduire ou de ralentir la construction de sa défense nucléaire et lui faire perdre alors sa capacité de dissuasion. Il refuse de consentir, comme le voudrait l'URSS, à un désarmement qui déséquilibrerait encore plus les forces en présence face au gigantesque déploiement des forces soviétiques en Europe.

Car, en fait, c'est bien à l'URSS en premier lieu que bénéficieraient de telles mesures, alors qu'elle continue à se surarmer bien au-delà



de ce qui serait nécessaire pour sa stricte défense.

D'ailleurs, elle en bénéficie déjà puisqu'elle se sert de ces conférences pour désarmer idéologiquement les peuples en leur faisant croire qu'un processus de détente est amorcé alors que, tout en exerçant ces pressions, elle se prépare à la guerre.

### SERVIR LES INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS

Certains membres du PCF s'étonnent que leur parti n'aille pas plus loin dans la dénonciation de la

politique soviétique et qu'il considère l'URSS comme un pays toujours socialiste. En fait, il n'y a rien d'étonnant à cela.

Le PCF prend des distances avec l'URSS dans la mesure où elle est de plus en plus discréditée aux yeux des travailleurs mais il continue à soutenir sur le fond sa politique internationale et s'efforce de cacher qu'elle constitue à l'heure actuelle une grande menace et un grand danger pour notre pays et pour la paix en Europe et dans le monde. On ne peut, à l'heure actuelle, œuvrer pour l'indépendance natio-

nale sans dire clairement qu'il y a menace de guerre du fait de la rivalité de l'URSS et des USA, sans dénoncer les nombreuses agressions soviéto-cubaines en Afrique, sans mobiliser le peuple pour combattre tout ce qui va dans le sens d'une soumission aux superpuissances, sans le préparer sur tous les plans à affronter une agression armée. Et si l'on veut répondre aux aspirations des peuples, et notamment du nôtre, à la paix alors, que l'on exige d'abord un désarmement réel de la part des deux superpuissances, USA et URSS.

Contre le gouvernement Giscard - Barre

Pour sortir de l'impasse des partis de gauche

Quelle voie prendre pour nos luttes, vers le socialisme ?



## LA VOIE DES REFORMES DE STRUCTURE NE PEUT AMENER LE SOCIALISME

A la manifestation du 1er Mai à Paris, après les charges de police, des manifestants interpellent le service d'ordre : « Vous voyez bien qu'ils ne lâcheront pas le pouvoir si vite que cela ! ». Devant les moyens policiers mis en œuvre pour réprimer une simple manifestation, une question surgit : le passage pacifique au socialisme, est-ce possible ?

D'autres militants posent plus crûment la question : « Si les élections, ça ne marche pas, il n'y a plus qu'à faire la révolution ! ». Même si ces réactions et d'autres du même genre sont encore mélangées et confuses, elles montrent que ce qui est remis en cause dans le débat interne au sein du PCF aujourd'hui, c'est la question de la stratégie : peut-on arriver au socialisme par les élections ?

C'est l'échec de la gauche, les 12 et 19 mars, qui a remis cette question en évidence. La voie électoraliste ouverte par le 22e congrès est facile à résumer : un certain nombre de réformes de structure amèneraient progressivement (et quasiment sans heurt) le socialisme en France par les élections. « La mise en œuvre du Programme commun (...) se traduira par de véritables réformes de structure, s'attaquant à la domination des monopoles capitalistes. C'est la caractéristique essentielle du Programme commun. Au premier rang de ces réformes figure une série de nationalisations... » déclare la résolution du congrès.

Ces fameuses réformes de structure porteront-elles vraiment un coup à la domination des

monopoles, comme l'assure le texte ? Bien que cela paraisse bizarre au premier abord, il faut bien dire que non. Prenons l'exemple des nationalisations, précisément.

C'est bien les structures du capitalisme qu'il s'agit de réformer. Ce qui veut dire que, même si quelques patrons perdent leur droit de propriété, le système capitaliste reste. Le 22e congrès ne le nie pas. Cela veut dire que la concurrence capitaliste reste, que la hausse des prix reste, que le chômage reste puisque ce sont des fruits du capitalisme. Souvenons-nous : plus approchaient les élections, moins Marchais et Mitterrand osaient promettre la disparition du chômage...

La seule différence serait que quelques grands secteurs industriels seraient dirigés par l'État, par un gouvernement de gauche. Mais pourquoi et comment ce gouvernement pourrait-il échapper, lui, aux lois de la concurrence capitaliste, du profit maximum et immédiat qu'il faut faire à tout prix, sous peine de disparaître, dans ce système capitaliste ?

On voit, dès lors, que ce sont les travailleurs qui continueraient de payer le prix de cette exploitation capitaliste obligatoire.

Par ailleurs, dans toute l'histoire du Mouvement communiste international, jamais, ni en URSS du temps de Lénine, ni en Chine du temps de Mao Tsé-toung, il n'y a eu de prise du pouvoir par le peuple de manière progressive et pacifique.

Il a toujours fallu, pendant de longues et dures

années, une accumulation des forces par la lutte quotidienne, puis, à un moment donné, une révolution.

L'expérience de l'Indonésie, puis du Chili, montre par contre que le passage pacifique peut devenir un acte criminel puisqu'il laisse le peuple démuné, désarmé devant un coup d'État fasciste, impérialiste. Dans ces pays ont existé des gouvernements de gauche qui furent balayés par des coups d'État fascistes pro-américains, sans que le peuple ait eu les moyens de réagir, car les gouvernements n'avaient, au fond, vu les choses que sous l'angle des élections pacifiques.

Pour en revenir à la France, reportons-nous à notre pratique. Honnêtement, les capitalistes qui tiennent toutes les commandes du pays, y compris l'armée et la police, mais aussi l'école, l'idéologie, l'économie, tout l'appareil d'État, laisseraient-ils jouer le jeu de la démocratie électorale jusqu'à voir le peuple arriver au pouvoir par les élections ? Non, bien sûr ! Ceux qui répriment aujourd'hui la moindre lutte n'accepteront pas de se retirer pacifiquement devant la montée du socialisme.

Le sentiment qui règne plus ou moins clairement aujourd'hui parmi les électeurs de gauche est donc un sentiment vrai et profond : par les élections, on ne peut arriver au socialisme.

Philippe LECLERC.

(Demain : la voie pacifique ne peut amener le socialisme)



● Argenteuil  
Lutte  
à Sodex-STD

Sodex-STD est une entreprise de reliure industrielle où travaillent 120 ouvriers dont 70 à 80% sont des femmes.

Les salaires y sont bas : entre le SMIC (1 850 F) et 2 500 F par mois. Le patron voudrait démanteler l'entreprise. Mais le 21 avril, les 120 travailleurs unis dans leur section CGT s'opposent au déménagement nocturne des machines et d'une partie des stocks.

Ils décident alors d'occuper l'usine la nuit et le week-end, mais sans cesser le travail du jour.

Cependant les machines n'ont toujours pas été remises en place et il n'y a plus que 50 postes de travail.

Actuellement, le personnel ne travaille que sur ces 50 postes. Grâce à une action massive dans le bureau du patron, il a obtenu d'être payé en totalité bien qu'avec huit jours de retard.

D'autres problèmes vont se poser pour le paiement de l'acompte de la mi-mai, d'autant plus que le patron vient d'annoncer 40 licenciements. En particulier, se pose le problème de moyens d'action suffisamment efficaces pour obtenir gain de cause : le maintien de l'entreprise, le refus de tout licenciement. (Affaire à suivre).

Correspondant Argenteuil avec des travailleurs de l'entreprise.

Hausse des loyers HLM à St Herblain (près de Nantes)  
**Vive riposte des locataires**

De mémoire de locataire, on n'avait jamais vu une telle animation au 26e étage du Sillon de Bretagne, HLM de la banlieue nantaise. Les ascenseurs déversaient sans arrêt des dizaines et des dizaines de personnes, et vers 20 h 45, plus de 300 locataires, parmi lesquels de nombreux travailleurs immigrés, se trouvaient réunis à l'appel du comité de locataires et de l'ASF (Association syndicale des familles). Et l'ambiance était chaude : c'est que nous venions là pour dire ce que nous pensions de la hausse de 30% des loyers prévue par la société d'HLM\*. En effet, vendredi, se tenait une réunion du conseil d'administration du Home Atlantique (la société d'HLM en question) dans les bureaux du 27e étage de cet immeuble de 900 logements.

Il faut dire que l'immeuble à peine terminé, de gros problèmes d'eau, de chauffage... commençaient déjà. Depuis des années, des locataires déduisent une partie de leurs charges pour compenser les coupures d'eau, le manque de chauffage... En 1976, ces problèmes sont devenus tels qu'une grève des charges,

suivie par environ 150 familles, a duré presque un an et 25 millions (d'AF) sont toujours bloqués.

**NOUS REFUSERONS TOUS ENSEMBLE**

Un membre du conseil d'administration, venu demander à recevoir des

« responsables » se fit copieusement huer. Nous n'étions pas venus là si nombreux pour rien et tout le monde était décidé à entrer. Un membre du comité de locataires intervint en disant : « Nous irons leur ouvrir les yeux et chacun dira ce qu'il a à dire ». Les interventions étaient très applaudies, notamment celles des travailleurs immigrés (elles étaient toutes en fran-

çais, arabe et portugais) disant : « Les Français ne veulent pas des augmentations, nous non plus, nous refuserons de payer ensemble ».

**DE VAINS PRÉTEXTES**

Les locataires ont ensuite commencé à monter au 27e étage. Sans doute un

peu paniqués, les membres du conseil d'administration ont proposé que tout le monde descende dans le restaurant, au pied de l'immeuble, pour tenir cette réunion.

Là, bien sûr, ils ont essayé tous les arguments : - Il y a des problèmes techniques.

- Le Home Atlantique (HA) a des problèmes financiers.

- Les membres du conseil d'administration ne sont que des bénévoles.

Asseray, directeur du HA, menaçait de retourner « cultiver son champ » ce qui n'intimidait personne, même pas les militants de base du PS (dont Asseray est membre) et qui n'étaient pas les derniers à l'interpeller.

De toute façon, pour nous, les choses sont claires : nous ne rendrons pas les 25 millions et nous refuserons la hausse des loyers.

Des locataires du Sillon de Bretagne



Les HLM de Saint-Herblain

\* 10% en juillet, 10% en octobre, 10% en janvier.

● Foyer de travailleurs immigrés d'Arras  
**On entame le 3e mois de lutte !**

En décembre 1976, la municipalité d'Arras (Union de la Gauche), inaugurait un foyer de travailleurs immigrés, 65, avenue Lobbedez à Arras.

La création de ce foyer faisait suite à la rénovation d'un quartier populaire d'Arras, habité entre autres par des travailleurs immigrés.

L'immeuble destiné au foyer fut acheté par la ville d'Arras et la rénovation fut confiée au PACT (Comité de Propagande et d'action contre le taudis) ; celui-ci en assurera également la gestion.

**HAUSSES EN CASCADES**

Le Conseil d'administration est composé de 15 membres.

La ville d'Arras, l'association « Accueil et Promotion des Étrangers » et le PACT disposent chacun de trois représentants, les résidents en ont deux et la Direction départementale de l'Équipement, la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale, la Caisse d'allocations familiales et la Chambre de commerce, un chacun.

Avant l'ouverture, les journaux locaux et le bulletin municipal annonçaient

des loyers variant entre 150 F et 170 F par mois par personne.

A l'ouverture, ces loyers s'échelonnaient, selon les chambres, de 180 F à 240 F par mois par personne.

Trois mois plus tard, le Conseil d'administration décide une nouvelle hausse brutale de 25% à 60% selon les chambres. Les loyers s'échelonnent maintenant entre 250 F et 440 F par mois et par personne (il y a quinze mois : 180 F et 240 F).

**LA LUTTE**

Les résidents refusent de payer cette dernière hausse intervenue le 1er mars 1978.

Le troisième mois de lutte est entamé.

Un comité de soutien s'est créé en février. Il est composé de diverses associations, organisations politiques et habitants arrageois.

Des réunions d'information ont été organisées.

Une pétition de solidarité a recueilli plusieurs centaines de signatures. Cette pétition a été remise par le

comité de soutien accompagné de quelques résidents, au conseil municipal d'Arras.

Le comité de soutien et ces mêmes résidents assistèrent à l'audience publique du Conseil municipal, munis de banderoles expliquant leurs revendications.

Les lettres adressées au maire et à ses adjoints pour proposer des solutions et demander que cette affaire soit mise à l'ordre du jour du conseil municipal, sont restées sans réponse. Monsieur Darras, sénateur, par une lettre au ministre de l'Intérieur, s'informa simplement des possibilités pour un conseil municipal de faire sortir par la police, des manifestants « troublant » les délibérations...

Le comité de soutien propose :

- La prise en charge par la ville d'Arras des frais d'entretien et de gardiennage du foyer, soit 27 250 F par an, ce qui réduirait les loyers de 1/3 environ.

- La reprise des contacts avec différents organismes concernés (Fonds d'action sociale - CNLI) afin de solliciter l'attribution de subventions.

- Le droit pour les travailleurs immigrés de pou-

voir choisir leur logement (jusqu'à présent, les demandes d'attribution de logements HLM déposées par les résidents n'ont pas abouti.)

La municipalité refuse de donner suite aux propositions du Comité de soutien en donnant comme argument qu'elle n'est pas gestionnaire du foyer (Le président du conseil d'administration est l'adjoint au maire !) et présente comme inéluctable, la fermeture du foyer si l'augmentation n'est pas acceptée.

Les résidents et le comité de soutien sont déterminés à poursuivre leur action, en particulier par la réalisation d'une journée « portes-ouvertes » au foyer le dimanche 28 mai et d'un montage vidéo à présenter dans les associations et les quartiers.

Dans une situation de crise où les travailleurs immigrés sont les premiers touchés, il importe que la solidarité travailleurs français-immigrés se renforce.

Le comité de soutien aux travailleurs immigrés  
60, rue de la République  
62 000 - ARRAS

**REUNION PUBLIQUE**

Mercredi 17 mai 1978  
à 20 h à l'appel  
de l'Intercomité du Marais  
7, rue du Lions St Paul

**Demande de contact**

- Parce que j'aspire à combattre fermement le capitalisme et refuse les fausses solutions des partis de gauche ;

- Parce que je désire participer à l'édification du parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
Profession .....

**MACHINISTES-RATP**

A l'appel des syndicats :

**RASSEMBLEMENT**  
Jeudi 18 mai à 9 h 30  
Avenue Victoria  
(Terminus des autobus 72-74)

**MANIFESTATION**  
en direction des Grands Augustins



● Cibié - Angers

# Les leçons d'une lutte

Le mercredi 26 avril, le personnel de Cibié-Angers, déclenche une grève immédiate pour la réintégration d'un OP licencié par un agent de maîtrise. Le samedi 6 mai, cet agent de maîtrise porte plainte contre un autre ouvrier pour coups et blessures. Les UL CGT et CFDT, jusque là absentes, décident de reprendre les choses en main le lundi 8 mai au matin.

Donc, le lundi 8 à 7 h 30, il y a grande affluence devant les portes de l'usine Cibié ; certains sont même venus à 5 h, pour informer les premiers travailleurs.

A 8 h, les délégués sont reçus par le patron, et ce, durant plus d'une heure.

### UNE GRANDE COMBATIVITÉ

Pendant ce temps, sous la pluie, les discussions vont bon train. Chacun est conscient que la lutte est à un tournant décisif. Les numéros de l'« Humanité rouge » relatant la lutte que nous avons apporté vont de main en main et chacun montre son approbation : la patron doit toujours céder.

La combativité est toujours aussi grande ; une vieille ouvrière cependant nous dit discrètement qu'elle doute de la poursuite, elle sait comment souvent les directions syndicales manœuvrent et démobilisent.

9 h 15 : sortie de la délégation intersyndicale. Les délégués se préparent pendant cinq minutes (bien sûr, pas de débat devant les travailleurs !...)

« Le patron ne cédera pas, et c'est irrémédiable. Nous l'emmènerons devant les prud'hommes, mais il préférera payer plutôt que de réemployer notre camarade »

Cela, bien sûr, tout le monde s'y attendait, mais par contre la suite de mon intervention surprendra un grand nombre de grévistes : « On a obtenu que les cadres et la maîtrise nous traitent en hommes responsables (!) Il va d'ailleurs convoquer une réunion dans ce sens avec l'encadrement » (drôle de victoire !).

Elle conclut : « Notre unité est grande, donc si certains reprennent, on reprend tous, il ne faut pas briser l'intersyndicale ». Des cris fusent : « On continue ! »

### DES DISCOURS DÉMOBILISATEURS

Alors que personne ne parle de reprendre, que durant presque trois heures sous la pluie, des chants attaquant le patron et la maîtrise sont improvisés, que toutes les discussions se résument à un mot : TENIR, pour la délégués, l'heure est à la reprise ; Les cris continuent : « On continue », « La maîtrise fasciste, dehors »

La délégués reprend la parole pour escamoter le débat, et de nouveau, après cinq minutes repopose :

« Si certains rentrent, nous rentrerons tous »

Trois fois, elle refait le coup ; la déception est grande, et bientôt des petits groupes rentrent.

### LUCIDES

Cent à cent cinquante personnes restent, amères et commencent à comprendre véritablement : on leur a volé leur grève et ils n'avaient pas prévu le coup.

Les critiques pleuvent : - Intervention démobilisatrice

- Absence de perspectives

- Pas de démocratie : on dit aux travailleurs : « Tout est foutu, mais c'est à vous de savoir ce que vous voulez faire ».

Les remarques des travailleurs sont sans appel :

« Pour qui travaillent-ils ? »

« Il fallait continuer et exiger le paiement des heures de grève »

« Depuis quatre ans, c'est toujours le même manège, il faut y aller et quand on est forts, ils cassent le mouvement »

« Avec leurs causeries, il n'y aura bientôt plus de grèves ni de syndicat, le patron doit se frotter les mains ».

A Cibié, on commence à comprendre que la lutte, c'est celle de tous les travailleurs de l'usine et qu'il n'y a pas de place pour les diviseurs. Il s'agit de transformer cette colère légitime en une force susceptible d'impulser la ligne de lutte de classe dans les syndicats, en une force susceptible de diriger les luttes à venir.

Article rédigé par des militants marxistes-léninistes après une discussion avec les travailleurs de Cibié.

## ● Hôpital psychiatrique Valvert - aux Caillols (Bouches-du-Rhône)

### «Hôpital en grève, c'est pour quoi ?»

Depuis le 17 avril, les travailleurs de l'hôpital (qui emploie 400 personnes) se battent pour :

- Les 13 heures supplémentaires (pour rattraper ce qui a été obtenu à Paris).
- Les effectifs, problème crucial de tous les hôpitaux et particulièrement en psychiatrie où les malades ont besoin d'un personnel nombreux, qualifié et disponible.
- La semaine de 5 jours.
- De nombreuses revendications locales comme par exemple la création d'une crèche dans le quartier, ce qui concerne tous les habitants.

La grève est reconduite depuis le 17 avril en assemblée générale réunissant cent personnes environ ; 60 % du personnel est en grève. Un comité de grève auquel participent les deux syndicats dirige les assemblées générales, tire avec les travailleurs les bilans des jours précédents et réalise l'unité de tous sur les perspectives à donner.

Valvert s'est mis en grève avec d'autres établissements hospitaliers. C'est un mouvement national et 20 départements y participent, en particulier Caen et Orléans. Cependant dans les Bouches-du-Rhône ce mouvement a eu des difficultés. A la Timone, après le coup de force du patron qui a expulsé les grévistes du bureau des entrées, comme les travailleurs n'ont pu y répli-

quer par la réoccupation (la CGT en particulier était contre), le mouvement s'est dissous petit à petit et après le 1er mai la Timone a repris le travail. Aujourd'hui, dans les Bouches du Rhône, Valvert est le seul hôpital en grève.

### LA GREVE

Tout d'abord qu'est-ce

qu'un grève dans un hôpital psychiatrique ? Il faut gêner au maximum l'administration, sur le plan financier notamment. Il ne faut en aucun cas léser les malades, au contraire. Sur ces deux principes le comité de grève a eu plusieurs idées intéressantes :

- Changer les draps des malades tous les jours. Bien sûr c'est du travail en plus pour les employés mais l'administration y perd un argent fou.
- Occupation du standard : toutes les communications sont gratuites pour le personnel et les malades et on ne passe que les appels urgents ou personnels.
- Les travailleurs ont organisé des fêtes avec eux dont la journée « Portes ouvertes » de jeudi 11 mai.

### LES RECENTS DÉVELOPPEMENTS : UNE ACTION VICTORIEUSE

Depuis le 1er mai, le fait que la Timone ait repris n'a pas été sans conséquences. Le patron a cru le moment venu de frapper un grand coup pour

tout casser. Le 8 mai la direction « reprend » le standard occupé. Il menace les occupants de les faire passer en correctionnel ! Pour empêcher la réoccupation, il enferme lui-même la standardiste à clef dans son local !

Mais les délégués, et aussi tous les travailleurs, montent dans le bureau du patron et exigent de discuter avec la standardiste, menacent le patron de faire venir un huissier pour constater la « séquestration » (tout délégué syndical a le droit de voir le personnel).

Tout le monde ayant envahi le bureau du patron, celui-ci est obligé de céder. Les travailleurs discutent avec la standardiste qui soutient finalement les grévistes. C'est une victoire pour les travailleurs de Valvert. Le standard répond toujours « Hôpital en grève, c'est pourquoi ? »

Grâce à cette action victorieuse et dans la foulée de celle-ci, le mouvement à Valvert n'est pas près de cesser. La lutte continue sous les mêmes formes.

D'après communiqué CGT-CFDT-Comité de grève.

• Allemagne de l'Ouest  
**Brejev menace :**  
**«ATTENTION, UNE NOUVELLE GUERRE EST POSSIBLE»**

**L'HUMANITE ROUGE A «TRIBUNE LIBRE»**  
Sur FR3, mercredi 10 mai à 19h40  
«LES MILITANTS MARXISTES-LÉNINISTES S'ADRESSENT AUX MILITANTS DU PCF»

Editorial  
**S'unir dans la lutte contre le gouvernement Giscard-Barre**

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : ..... Prénom : .....  
Rue : ..... Commune : .....  
Code Postal : .....

Adressez-vous à l'« Humanité rouge »  
BP 61 75861 Paris Cedex 18  
Paiement par chèque ou mandat  
CCP 30 22672 D La Source

**Le No 30 de l'Humanité rouge bimensuel est paru**

**L'Humanité Rouge**  
BIMENSUEL 3 F

**PCF : LA CRISE. POURQUOI ?**

## 21 Français prisonniers ou disparus en Argentine

### L'un d'eux est mort sous la torture

Vingt-et-un ressortissants français sont parmi les milliers et les milliers de victimes de la junte militaire argentine. Au cours du dernier meeting du COBA, un homme âgé d'une cinquantaine d'années a raconté comment sa fille avait disparu en Argentine. Mariée à un Argentin, elle et son mari avaient vu, un matin, la police arriver chez eux. Son mari fut tué. La jeune femme et ses deux petites filles furent enlevées. Grâce à de nombreuses démarches, les petites filles furent rendues à leurs grands-parents argentins. Mais leur mère est toujours disparue.

Le gouvernement français, si menaçant quand un ou deux Français sont faits prisonniers par le Polarisario, ne fait rien contre les autorités argentines. Il est vrai qu'il a de très bonnes relations avec le régime argentin.

Le journal « Le Matin » a rapporté la déclaration d'un réfugié chilien, Ruben Pumarino Desmond. Six mois après le coup d'État au Chili, il s'était réfugié en Argentine d'où il a dû s'enfuir récemment. Ruben témoigne de la mort d'un Français dont il ne connaît pas le nom. Cet homme est mort sous la torture à Rosario, l'une des provinces

argentines où la répression est la plus féroce.

Le prisonnier français portait en permanence un bandeau noir sur les yeux et était torturé presque tous les jours. Il avait les ongles arrachés, des brûlures sur tout le corps et marchait difficilement. Chargé

de l'emmener un jour aux toilettes, M. Pumarino-Desmond avait profité d'un moment d'inattention des gardiens pour lui demander qui il était, mais celui-ci avait tout juste eu le temps de lui répondre : « Je suis Français ». « Je n'ai jamais revu ce Français » a ensuite

déclaré le réfugié chilien, « car peu après, j'ai été emmené dans le centre de tri de la prison pour être expulsé. C'est là que, pour la première fois, j'ai pu discuter avec d'autres prisonniers. Ils m'ont dit que le "Gringo" (surnom du Français à la prison de Rosario) n'avait pas résisté à la torture et qu'il était mort. Je n'ai rien pu savoir de plus » ajoute-t-il.



### A propos du Mondial

#### Quand la France et l'Allemagne en rajoutent...

Les gouvernements ouest-allemands et français ont décidé de faire assurer la sécurité des joueurs de leurs pays respectifs par des détachements de leur propre police. Dix membres de l'unité antiterroriste de la garde-frontière ouest-allemande et des éléments du groupe de sécurité de l'Office fédéral de la police criminelle iront en Argentine avec les joueurs ouest-allemands.

Des policiers français se rendront également en Argentine pour assurer, soi-disant, la protection des joueurs et des journalistes. On peut se demander contre qui ces deux gouvernements veulent protéger leurs joueurs.

N'est-ce pas là une façon de justifier les mesures policières des autorités du pays qui prétendent, elles aussi, que ce sont des terroristes qui sont à l'origine de la situation et de l'insécurité en Argentine.

### • Brest

## Un lycéen porte plainte contre les violences policières

Un jeune lycéen de 18 ans, Alain Drogou, a porté plainte pour violences policières auprès du procureur de la République de Brest.

Dans la nuit de 2 au 3 mai à une heure du matin, trois jeunes parmi lesquels Alain, inscrivent avec une bombe de peinture « Argentine 78, Berlin 36 » sur les murs du Stade de Menez-Paul. Ils sont surpris par une voiture de police banalisée dans laquelle se trouvent quatre policiers en civil. L'un des trois jeunes, Bernard Chever est interpellé. Alain Drogou et le troisième jeune s'enfuient. Mais

Alain, qui s'est caché dans un parking, sera rattrapé par les policiers qui patrouillent avec des effectifs renforcés. Après avoir été fouillé, il est jeté à terre, traîné par les cheveux, copieusement insulté et frappé à plusieurs reprises. Il est ensuite conduit, menottes aux poignets, au commissariat. Ayant découvert une petite bombe lacrymogène de défense dans sa poche, les policiers lui envoient deux jets de gaz à deux ou trois centimètres de l'œil gauche. « J'ai failli alors étouffer, dit-il. Durant le reste de la nuit, je n'ai pas pu ouvrir

mon œil qui avait énormément enflé. » Après avoir été relâché avec Bernard Chever, le mardi 3 mai, Alain qui souffre de la cheville et d'une irritation à l'œil gauche ira faire constater ses blessures au centre hospitalier universitaire. Le constat est net et clair : foulure de la cheville, blessures à l'œil gauche avec hémorragie.

Ce genre d'affaire est relativement courant depuis les manifestations contre la marée noire. De nombreux jeunes sont en effet les premières victimes de la répression policière.

### Propos de militaire argentin...

A l'approche de la Coupe du monde en Argentine, les prises de position des autorités se font plus nombreuses. Les évêques argentins approuvent la tenue de la Coupe du monde en Argentine. On sait que ces représentants de l'église observent un silence pour le moins complice sur ce qui se passe dans leur pays.

Tandis que le directeur technique de l'équipe argentine déclarait que « le Mondial est un événement strictement sportif », et qu'il affirmait « que personne ne prétend utiliser le Mondial comme une arme politique car ce serait une méthode ou une manœuvre haïssable », le contre-amiral argentin Lacoste, vice-président du « Bureau autarcique du championnat » a déclaré, se livrant donc à une manœuvre haïssable, que l'organisation du Mondial avait « un objectif politique ».

### Témoignage

## La réforme Haby toujours en place

Le dossier scolaire est l'un des aspects de la réforme Haby mais certainement pas le plus grave ni le plus difficile à combattre. Dans l'établissement où je travaille, nous avons presque tous décidé de ne pas remplir les colonnes où devaient figurer les renseignements confidentiels et le rectorat n'a pas pris de mesures répressives pour nous obliger à le faire. Donc, il a été relativement facile de s'opposer à cela et je pense que ce fut le cas à peu près partout.

formation, de mauvaises notes. On leur reproche même de ne pas suivre les toutes dernières instructions.

### A PEINE LIRE ET ÉCRIRE

En ce qui concerne les élèves (et c'est cela qui constitue le gros morceau de la réforme Haby), la plupart sont des enfants de la classe ouvrière dans ce CES. Ils sont victimes de plus en plus de la sélection. Certains qui ne peuvent passer en 6e, sont maintenus jusqu'à 13-13 ans dans le primaire et arrivent dans des classes de préapprentissage (loi Royer) sans savoir, très souvent, lire et écrire.

De ceci, aucune direction syndicale n'en a vraiment parlé cette année. Le SGEN a fait de l'agitation sur le problème des conditions de travail des nouveaux maîtres-auxiliaires, nommés après la réforme Haby, mais aucune action de masse n'a été entreprise.

Chez nous, 60 à 70 % des jeunes passent à la vie active après la scolarité sans avoir passé ou réussi d'examen, sans formation, et cela les conduira pour beaucoup au chômage.

Une lectrice

### RIEN DE SÉRIEUX

Mais par contre, là où rien n'a été fait de sérieux par les directions syndicales, quelles qu'elles soient, c'est sur le chômage des maîtres-auxiliaires et sur leurs conditions de travail désastreuses.

Dans le CES (Collège d'enseignement secondaire) où je travaille, beaucoup de maîtres-auxiliaires sont sur des postes où il n'ont absolument pas été formés, surtout pour les classes de transition et les classes pratiques. Souvent, ils sont victimes de dépressions nerveuses, ils sont inspectés et ont, du fait de leur manque de

### • Reims

## Un étudiant tunisien expulsé

Sélini Taoufik, qui est étudiant à Reims, a été arrêté, le 10 mai, dans le métro, à Paris. Après avoir été conduit au dépôt de la préfecture de police où il a été frappé, injurié et humilié, il a dû signer un refus de séjour par lequel lui est notifiée l'obligation de quitter la France dans les huit jours qui suivent. Pourquoi cette expulsion ? Parce que Taoufik avait oublié de renouveler, à la date prévue, sa carte de séjour. Cette expulsion est l'application de la circulaire Bonnet contre les étu-

dants étrangers qui redoublent plus d'une fois, qui changent d'étude, qui n'ont pas de bourse de leur gouvernement ou de ressources suffisantes. Cette circulaire vise en fait les étudiants étrangers les plus pauvres ou qui ne sont pas protégés par leur gouvernement.

La permanence anti-expulsions de Reims qui s'est formée pour l'abrogation des mesures Stoléro appelle à une manifestation jeudi 18 mai devant le théâtre de Reims pour soutenir Taoufik Selini.

### • Caudry-Nord

Réunion d'information sur l'« Humanité rouge » de 14 à 18 h à la salle de réunion de la mairie de Caudry (Nord). Panneaux, table de presse.

SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS (ESSONNE)

FÊTE ANNUELLE DE L'ASSOCIATION CULTURELLE D'AMITIÉ FRANÇAIS-IMMIGRÉS

Les 20 et 21 mai : Centre La Balise rue Joliot-Curie - Résidence Saint-Hubert

PROGRAMME :  
SAMEDI 20 à 20 h 30 :  
- Film : « L'ennemi principal » de Georges Sangines (Révolte d'Indiens en Amérique du Sud)

DIMANCHE 21 mai à 15 h :  
- Exposition de dessins d'enfants ; spectacle de variétés ; jeux ; stands ; bar-buffet.

Bons de soutien 10 F - Entrée gratuite

# MAI 68

## UN PARTI? LEQUEL?

Il y a dix ans alors que se développait un des plus formidables mouvements populaires que notre pays ait connus, il est apparu qu'aucun grand parti politique n'était en mesure de le diriger, dans un sens révolutionnaire.

Sans doute, peu d'entre eux furent étonnés par les manœuvres indécentes des politiciens socialistes. Ceux-ci essayèrent de mettre en avant Mendès-France (ce fut notamment la tentative ratée de Charlety) tandis que Mitterrand (déjà !) faisait « don de sa personne à la France ».

### Une attente trompée

Beaucoup plus amère fut la déception qui succéda à l'incompréhension suscitée par l'attitude du PCF : en effet, s'il y avait un parti dont des millions de travailleurs attendaient qu'il prenne la tête du mouvement de manière offensive c'était bien le PCF.

Force leur fut de constater que les dirigeants de ce parti prenaient un tout autre chemin. Ceux-ci commencèrent par attaquer et calomnier la juste révolte des étudiants et assimilèrent ni plus ni moins ceux qu'ils traitaient de « gauchistes » à des provocateurs à la solde du pouvoir. « *Groupuscules composés de fils de grands bourgeois et dirigés par l'anarchiste allemand Cohn Bendit* » (L'Humanité du 3 Mai 68).

Voilà comment les dirigeants de ce parti, Marchais en tête, saluèrent l'attitude courageuse des étudiants qui refusaient de se soumettre à la répression violente du pouvoir. Ces positions haineuses, voire racistes, des dirigeants du PCF n'allèrent pas sans susciter de vives protestations au sein même de leur parti.

### Limiter le mouvement

Par la suite, quand se déclencha en dehors d'eux le grand mouvement gréviste qui entraîna jusqu'à neuf et dix millions de travailleurs, les dirigeants PCF dans la CGT ne firent absolu-

ment rien pour l'étendre. Comme devait l'avouer implicitement Séguy, le 28 mai, au lendemain de Grenelle : « *Il n'est pas question pour nous de donner un ordre de reprise du travail, puisque nous n'avons jamais donné celui de la grève générale !* » (Cité dans « L'Humanité » du jour).

En fait, ils ont tout fait pour limiter la portée du mouvement, tout fait pour empêcher la classe ouvrière de développer des liens avec un mouvement étudiant dans lequel le PCF ne disposait d'aucune autorité.

Après avoir conclu les honteux accords de Grenelle, ils ont été les organisateurs de la reprise.

Là, encore, ils s'opposèrent à une forte résistance des travailleurs qui refusaient de cesser la grève au prix d'une telle capitulation.

Bref, tout le mouvement de masse en Mai 68, s'est développé en passant outre aux injonctions des dirigeants du PCF. La liaison effective entre ouvriers et étudiants, entre ouvriers et paysans, s'est frayée un chemin malgré et même contre les Marchais et Séguy.

### Dans l'autre camp

Ainsi Mai 68 a été la première manifestation à grande échelle du fait que les dirigeants du PCF avaient fait basculer leur parti dans l'autre camp. Un parti qui, pendant tant d'années, avait été le parti révolutionnaire de la classe ouvrière.

Pour tous les progressistes, qui depuis le soutien à la lutte du peuple algérien jusqu'à celle du peuple vietnamien, avaient fait l'expérience de la ligne chauvine du PCF, Mai 68 vint clore une suite d'interrogations

et de doutes. Désormais, ils étaient nombreux à aboutir à la conclusion que « *la révolution en France se ferait sans le PCF, voire même contre lui* ».

### Un courant révolutionnaire

Ce changement de nature du PCF n'était d'ailleurs pas une révélation pour tout le monde. Pour les marxistes-léninistes, Mai 68, ne fut de ce point de vue, que la confirmation éclatante sur le terrain même de la lutte de classe, de la dégénérescence bourgeoise irréversible de ce parti. Voilà ce que, depuis des années déjà, ils dénonçaient, en caractérisant le PCF comme un parti révisionniste.

C'est ce qui avait conduit ces militants, pour la plupart anciens du PCF (dont ils avaient été exclus à cause de leur fidélité au marxisme-léninisme) à fonder dans les derniers jours de l'année 1967, le Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Mai 68, révéla donc au grand jour, la rupture et l'opposition d'intérêt qui existait entre le PCF et le mouvement des masses. Et depuis, il existe, enraciné dans le mouvement populaire et au sein de la classe ouvrière, un courant politique révolutionnaire qui refuse sa confiance au PCF.

Ce courant se fonde essentiellement sur deux leçons politiques apprises en Mai. La première c'est qu'on ne peut pas compter sur le PCF pour diriger l'affrontement contre le capitalisme et qu'il est au contraire un parti défenseur de l'ordre bourgeois (l'attitude que les dirigeants de ce parti adoptèrent au moment de l'assassinat du jeune ouvrier de Renault, Pierre Overney en fut encore une confirmation écorante). La seconde leçon concerne la force du mouvement de masse : la lutte de classe c'est l'unité et la mobilisation des masses exploitées contre le capitalisme.

Ces idées justes ont inspiré de nombreux militants qui se sont lancés avec beaucoup de vigueur et de sincérité dans des activités spontanées avec des organisations telles que la Gauche prolétarienne.

Elles ont également inspiré de nombreux militants ouvriers qui avaient investi leur énergie et leur volonté de changement dans le syndicalisme, notamment à la CFDT. Elles redonnèrent vie à un courant combatif mais fut

Tous les partis traditionnels de droite ou de gauche faisaient front d'une manière ou d'une autre contre le mouvement de masse. Tel est le constat que furent amenés à faire quantité de travailleurs et de jeunes.



Les étudiants discutent avec les ouvriers à Renault.

teinté d'anarcho-syndicalisme.

### On ne peut se passer d'un parti...

En effet, en même temps que ces deux leçons justes, une troisième conclusion, fautive celle-là, fut souvent tirée de l'expérience de Mai. Beaucoup de gens en même temps qu'ils rejetaient la ligne politique fautive, l'organisation bureaucratique et l'idéologie bourgeoise du PCF, ont rejeté également la notion du parti révolutionnaire, avant-garde organisée de la classe ouvrière. En même temps qu'ils rejetaient le PCF, ils niaient la nécessité du parti prolétarien centraliste démocratique, capable d'unir toute la classe dans la lutte contre l'exploitation capitaliste. Parti prolétarien dont l'existence seule permet à la classe ouvrière de diriger le mouvement populaire vers la révolution socialiste. Ce courant spontanéiste s'est trouvé renforcé et alimenté par les éléments de la petite-bourgeoisie intellectuelle dont l'enthousiasme révolutionnaire était doublé de beaucoup d'impatience. Le mot d'ordre « *Ce n'est qu'un début, continuons le combat* » prit ainsi l'espace de quelques printemps le contenu d'une formule magique, capable de susciter « le mouvement » comme les sorciers appellent la pluie...

### ...Authentiquement communiste

Pour les marxistes-léninistes du PCMLF, qui travaillaient depuis 1967 à l'édification du par-

ti communiste d'avant-garde, ces années furent une lutte constante contre le révisionnisme mais aussi contre tous ces courants qui s'opposaient à l'édification d'un tel parti. Dix ans après, les événements de ces dernières années, ont confirmé le caractère bourgeois du PCF en même temps qu'ils ont sanctionné la faillite de sa stratégie de passage pacifique au socialisme. La crise n'a fait que s'approfondir dans ses rangs... D'une certaine façon, ces élections de 1978 ont également permis une prise de conscience accrue de la faillite du spontanéisme qui, incapable d'assurer l'indépendance politique de la classe ouvrière face à la bourgeoisie, laisse finalement au PCF et plus généralement aux partis de gauche le soin d'offrir une perspective politique aux travailleurs.

Dix ans après 68, la question décisive demeure celle de la construction d'un grand parti authentiquement communiste qui saura guider le mouvement révolutionnaire des masses jusqu'à la révolution socialiste.

Tous les travailleurs qui en 68 et dans d'autres circonstances prirent conscience de la dégénérescence du PCF, mais qui faute de perspectives en restèrent découragés, démoralisés, et nous savons qu'ils sont nombreux, doivent trouver leur place dans un tel parti. Et aussi ceux, non moins nombreux, qui, étant parvenus à des conclusions analogues, demeurent, faute de perspectives, organisés dans le PCF.

Ce grand parti communiste verra le jour. L'unification en cours des marxistes-léninistes du PCMLF et du PCRml est déjà un gage de ce brillant avenir.



Les accords de la trahison...

## ● URSS

## Procès truqué contre Orlov

(Suite de la page 1)

D'ailleurs un des animateurs de ce syndicat, Monsieur Valentin Poplavski, est poursuivi pour « parasitisme » devant un tribunal de Moscou. Il est sans travail actuellement, ce qui se comprend fort bien puisque c'est la clique Brejnev qui l'en a privé. Il avait été poursuivi pour le même motif en octobre 1977 et prié de se soumettre « librement » à un examen psychiatrique en novembre 1977. En janvier 1978, il avait été conduit de force dans un hôpital psychiatrique mais relâché.

La répression continue puisque Alexandre Podrabinek, ambulancier âgé de 25 ans et animateur du comité d'étude de l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques en URSS a été arrêté. Il avait édité un livre en Occident : « La médecine punitive en URSS ».

Lundi à Tiblissi (Géorgie) s'est ouvert le procès de Gamsahourdia, membre du « Comité de surveillance des accords d'Helsinki ». Il est jugé en compagnie du musicologue Merab Kostava, « pour agitation et propagande antisoviétique ».

Au procès d'Orlov, des témoins de l'accusation ont vanté les régimes des camps de prisonniers, et les conditions de l'organisation médicale dans ces camps et prisons. Deux psychiatres ont justifié les mesures d'internement contre Plioutch et le chanteur Piotr Starrtchick.

Madame Orlov a tenu une conférence de presse en marchant car les flics de Brejnev interdisaient les déclarations près du tribunal et les journalistes et amis étaient constamment harcelés par les flics. Les flics ont d'ailleurs exigé la dispersion. Des prétendus habitants du quartier ont insulté Euguey Yakir en le traitant de « sale youpin » (sale juif). Des fiers-à-bras ont voulu casser la figure aux journalistes.

Deux manifestations ont eu lieu à Paris contre le procès, une conduite par Alfred Kastler et l'autre par André Glücksmann et Victor Feinberg. Les flics ont repoussé violemment la manifestation conduite par Glücksmann et Feinberg et la lettre qu'ils voulaient remettre à l'ambassade a été déchirée.

## ● Iran

## Terreur fasciste

Après avoir réprimé sauvagement les manifestations à Qom, la semaine dernière, où il y a eu, au minimum, une vingtaine de manifestants tués, le Shah d'Iran poursuit sa politique de terreur.

Mercredi, à Qom, la police a tué deux religieux dans le but d'exterminer la tête du mouvement religieux qui lutte contre la dictature fasciste du Shah. Selon l'agence lybienne « Jana », le chef religieux chiite, Chariat Madhari, aurait été blessé. Cette agence rapporte également que l'Iman El Talkani, importante personnalité religieuse chiite iranienne a été exécuté par les autorités iraniennes. Il avait été auparavant condamné à dix ans de prison pour avoir refusé une offre du Shah. Ainsi, la dictature fasciste essaie de décapiter l'une des composantes des grands mouvements populaires. La terreur ne s'arrête pas là,

comme on peut le juger par les quelques éléments que nous possédons.

A Téhéran, l'armée a investi les rues, mercredi, et un important détachement des forces de l'ordre a pénétré dans l'université et a dispersé à coups de matraque plusieurs centaines d'étudiants venus là pour se réunir.

A Qom, la ville où se sont déroulés les récents événements, une dizaine de chars lourds, armés de mitrailleuses lourdes, ont pris position aux carrefours stratégiques.

Rassuré par tout ce dispositif policier et militaire, le Shah est parti mardi pour un voyage en Hongrie, voyage qui devait avoir lieu une semaine plus tôt mais qu'il avait repoussé sous le prétexte de « refroidissement ». Avant de partir, il a expliqué que, jusqu'à présent, sa politique avait été libérale mais que,

maintenant, il allait répondre par la force. C'est une véritable déclaration de guerre et une menace qu'il lance à l'encontre du peuple iranien.

Réprimer, tuer lors des manifestations est encore trop « libéral » pour le Shah. Dimanche et lundi, plus de deux-cents personnes ont été arrêtées.

A Téhéran, l'université de sciences et de technologie, où les cours ont été suspendus la semaine dernière, à la suite des protestations étudiantes contre la présence de gardes sur le campus, restera « fermée définitivement ».

A Tabriz, la deuxième ville du pays, les professeurs de l'université Azabadegan ont refusé de reprendre les cours tant que les forces de l'ordre continuent de stationner sur le campus.

C'est un véritable état

de siège que le Shah a instauré en Iran où, depuis plusieurs mois, se succèdent d'importants soulèvements populaires. Malgré la certitude d'une répression violente, le peuple continue de commémorer les meurtres du Shah quarante jours après, comme il est de coutume dans le pays. On doit donc s'attendre à de nouvelles manifestations violentes le mois prochain.

Le gouvernement fasciste défend ses intérêts avec toujours plus de hargne, mais, à chaque fois, il reçoit de rudes coups.

## ● Zaïre

## Contre-attaque pour la défense du territoire

(Suite de la page une)

La situation au Zaïre, à l'heure actuelle, n'est pas favorable au régime de Mobutu. La crise économique frappe en plein le Zaïre et le peuple en subit les conséquences. L'URSS espère faire passer ces gendarmes katangais pour des révolutionnaires qui luttent contre un régime discrédité.

Le gouvernement de Mobutu ne correspond certainement pas aux aspirations du peuple zaïrois mais c'est là l'affaire du peuple zaïrois et non celle de l'URSS.

Ensuite, il faut voir cette nouvelle agression dans le cadre de l'offensive impérialiste menée par l'URSS en Afrique à l'heure actuelle. Il s'agit de détourner l'attention de son action dans la corne de l'Afrique où son visage d'agresseur est apparu au grand jour.

La presse française d'où qu'elle soit, l'« Humanité » en tête, contribue à noyer le poisson. On ne parle pas ou peu de l'URSS, l'attention est avant tout fixée sur le sort des Européens présents dans la région de Kolwezi. Neuf d'entre eux ont été tués (8 Belges et un Italien), selon des sources diplomatiques à Lusaka (Zambie) et cinq coopérants militaires français ont été faits prisonniers. On pose le problème de la présence française là-bas. Tout cela contribue à innocenter le véritable agresseur qui menace le pays.

L'indépendance du Zaïre est actuellement en danger. Rien ne permet, à l'heure actuelle, de savoir ce qui résultera de cette nouvelle agression.

## ● Terrin-Marseille

## Les travailleurs veulent la lutte

Les 825 lettres de licenciements sont presque toutes arrivées et la liste complète est connue. Parmi les entreprises du groupe Terrin s'est la Spat la plus touchée : 709 licenciements en tout sur 1 450 personnes y tra-

vailant. Trois autres entreprises sont touchées. « Sud-Marine » (40 licenciements), « Ateliers provençaux » (65) et la « SAM » : 10 licenciements.

Du point de vue de la lutte, il y a eu l'opération

« port mort », vendredi à Marseille, ça a été bien suivi. Mais les mots d'ordre lancés par la CGT n'étaient pas centrés sur la solidarité avec les travailleurs de Terrin. Au cours de la manifestation qui a eu lieu en ville, les tra-

vailleurs ont obligé les responsables CGT à changer le parcours : ils voulaient marcher sur la préfecture. Dès que les premiers rangs y sont arrivés, le mot d'ordre de dispersion a été lancé.

Mardi 16 mai, une nouvelle manifestation a eu lieu sur la Canebière. La manifestation s'est faite avec des voitures, un container d'acier et des vestiaires de chantier. Les manifestants ont bloqué le centre-ville et

balancé les vestiaires sur la chaussée en plein centre de Marseille pour bloquer la circulation. Cela a duré vingt minutes pendant lesquelles les responsables CGT ont tout fait pour que les vestiaires soient ramassés en prétendant que sinon l'argent de la collecte servirait à payer les amendes. Les travailleurs ont ramassé les vestiaires mais cela a été fastidieux pour les responsables CGT.

## A propos du congrès de cancérologie en Argentine ...

Une liste de médecins argentins et français prisonniers en Argentine sera remise aux autorités de Buenos-Aires.

De passage à Paris, le professeur argentin, Abel Canonico, président du comité d'organisation du congrès international qui doit avoir lieu au mois d'octobre à Buenos-Aires, a accepté de remettre aux autorités argentines la liste de 95 médecins argentins et 22 praticiens français détenus en Argentine que lui a remis le cancérologue français, Léon Schwartzberg.

Le professeur Schwartzberg a accepté de participer à ce congrès « à la condition exclusive que ces personnes soient libérées ».

Depuis plusieurs mois, la perspective de ce congrès de Buenos-Aires a suscité une campagne en faveur du boycott, motivé par la « politique outrageusement répressive du gouvernement en place ». A cet égard, des chercheurs français ont organisé à la même date que le congrès de Buenos-Aires un « contre-congrès » auquel doivent participer de grands cancérologues à la faculté de pharmacie de Paris.

Par ailleurs, 291 cancérologues ont signé une pétition dans laquelle ils s'engagent « à refuser de participer à toute réunion organisée dans des pays soumis à l'oppression policière et où les droits de l'homme sont systématiquement violés ».

